

Boycottage des jouets militaires

par Lucie Masse

"Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté." Noël s'en vient avec sa panoplie de jouets et de bons souhaits.

Bien des jouets, cependant, ont un rapport direct avec la guerre, que ce soient Risk, les jouets Star Wars et Goldorak, les billiards électroniques ou les mini-ordinateurs qui permettent de détruire tout l'arsenal d'un ennemi non-identifié.

"Quand nous offrons des jouets militaires à nos enfants, nous contribuons à reproduire, par les mécanismes de socialisation, les attitudes guerrières. Nous leur disons que les armes sont des outils pour régler nos conflits. Nous les habitons à vivre avec des instruments de mort," rappelle l'Association Québécoise des

Organismes de Coopération Internationale (AQOCI).

Pour la deuxième année consécutive, l'AQOCI invite la population à boycotter, à l'occasion des fêtes, les jouets à caractère militaire ou ceux qui incitent à la violence. L'Association dénonce aussi les médias, tels la télévision et le cinéma, qui contribuent à propager des attitudes guerrières et violentes chez les enfants.

Cette campagne de sensibilisation n'est qu'un volet d'une lutte globale contre la militarisation.

L'AQOCI entend poursuivre sa campagne lors de la présentation des rapports d'impôts en rappelant à la population que "nos impôts servent d'avantage à des fins militaires qu'à venir en aide aux pays sous-développés".

Le Monde Etudiant du RAEU

Par Christiane Roberge

C'est chose faite: le RAEU (Regroupement des Associations Universitaires) a maintenant son journal étudiant: *Le Monde Etudiant*.

Dans sa campagne d'expansion, le RAEU a lancé, au début du mois, son premier numéro. *Le Monde Etudiant* se veut un instrument d'information des organes du RAEU pour les universités francophones. Ce journal a son congénère du côté anglophone: le *'Student Express'*.

Pourquoi deux journaux émis par le RAEU, l'un francophone et l'autre anglophone? Jacques Theriault responsable des Services au RAEU a expliqué au *Daily* qu'un journal anglophone et un francophone était nécessaire à cause de la diversité des problèmes que doivent affronter les universités anglophones et francophones.

On sait que les principaux problèmes que vivent les universités ces temps-ci sont les coupures budgétaires, la hausse éventuelle des frais de scolarité et leurs conséquences sur les conditions financières des étudiants.

Par contre, certains dossiers sont plus liés aux universités anglophones comme les frais différentiels à cause de leur plus gros pourcentage d'étudiants étrangers. Et d'autres dossiers sont plus pertinents dans les universités francophones comme les prêts et bourses.

Le *Monde Etudiant* diffère du

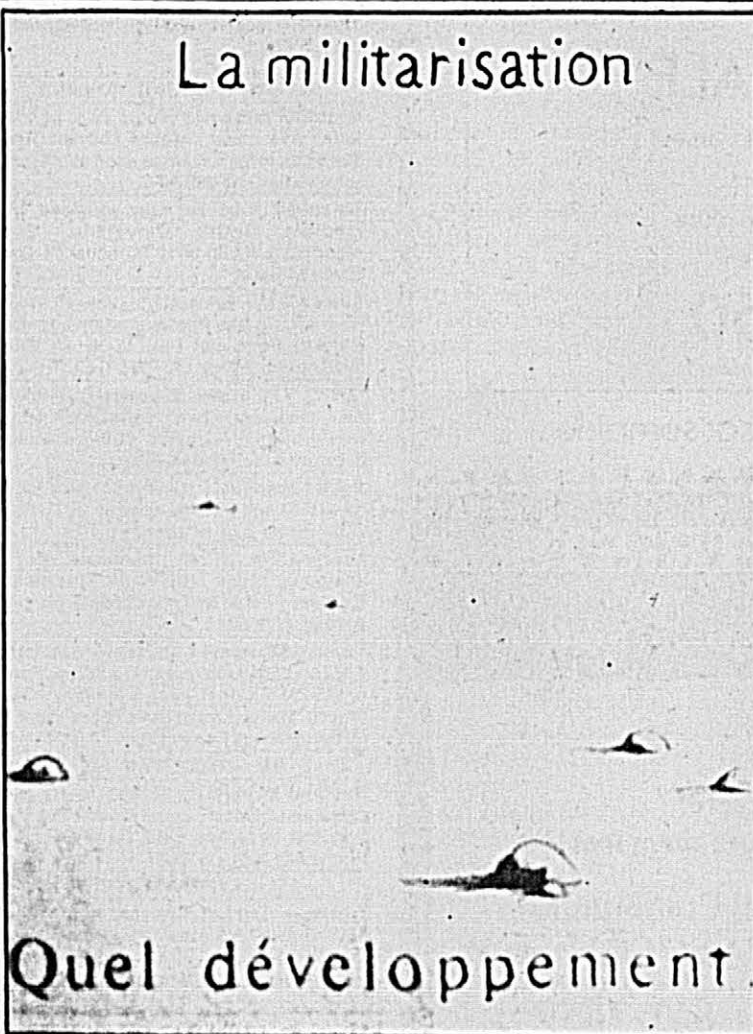
journal publié par l'ANEQ le *'Québec Etudiant'* se refusant d'être essentiellement syndical et politique.

Ce mensuel a un contenu plus diversifié. Il traitera de problèmes plus spécifiques au monde universitaire, par exemple: comment les coupures affecteront la recherche dans les universités. Il servira de contact entre les différents regroupements universitaires au sein du RAEU. Il y aura une chronique culturelle: critique de théâtre et de cinéma, une chronique 'Femme' qui abordera les problèmes du viol et des garderies à l'université. Il y aura également une chronique Santé et Sécurité à l'école qui analysera les normes de sécurité dans les laboratoires. Ce mensuel mettra de l'avant une rubrique Science qui étudiera, en outre, les maladies vénériennes sur les campus universitaires.

Le *Monde Etudiant* tentera aussi d'expliquer les différentes relations entre l'ANEQ et le RAEU, et la menace de certaines universités de se retirer du RAEU comme l'UQAM et McGill.

Ce mois-ci dans *Le Monde Etudiant*, on peut lire un dossier sur les coupures de budget et le jugement rendu sur l'affaire Guy Héroux. D'après les représentants du RAEU, l'association nationale des universités se devait d'établir un outil comme *Le Monde Etudiant* pour pouvoir concrétiser sa présence dans le milieu étudiant Québécois.

La militarisation



Le poster de la campagne de boycottage des jouets militaires organisée par l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale.

Est-ce la fin de l'éducation aux adultes au Québec?

par Jacques Beaupré

Montréal-PEQ— Le budget Parizeau de mars dernier n'a pas "comprimé" les fonds alloués à l'éducation aux adultes, il les a coupés, et de façon radicale. Cette conclusion se retrouve dans une étude récemment publiée par "la Coalition contre les coupures en éducation des adultes".

Constatant que quoiqu'au Québec il y a toujours autant d'analphabètes que de diplômés universitaires (environ 8%), le gouvernement Lévesque, le ministre Parizeau en tête, coupe 33 millions dans le budget de l'éducation des adultes. Les conséquences sont nombreuses: hausse des frais de cours de 100% à 400%, baisse des inscriptions de plus de 50%, fermetures de postes et dislocation d'équipes de travail expérimentées (OVEP).

L'étudiant adulte, dit la Coalition, est majoritairement composé de femmes, et en général de personnes peu ou pas qualifiées. "Le gouvernement du Québec a décidé de combler son déficit budgétaire sur le dos des gens qui ont le moins bénéficié de l'éducation dans leur jeunesse."

"Priver quelqu'un des apprentissages de base, dit la Coalition, c'est l'handicaper dans sa recherche d'emploi et sa capacité d'améliorer sa qualité de vie."

Si ces coupures n'ont pas sapé complètement le réseau public d'éducation des adultes du Québec

c'est qu'Ottawa a maintenu et même indexé sa contribution financière à ces programmes. Actuellement Ottawa couvre 80% des frais, mais, rappelons-le, le gouvernement de M. Trudeau s'apprête à sabrer 1,5 milliard\$ dans le budget de l'éducation dont près de 350 millions\$ au Québec.

Les organismes regroupés dans la Coalition réclament un budget supplémentaire de 33,19 millions\$. Ce budget est qualifié de plus que raisonnable; le Conseil Supérieur de l'Éducation, organisme gouvernemental indépendant, évalue comme nécessaire un budget de 47 millions dont 33 pour maintenir le statu quo et 14 pour l'expansion normale des services.

Fait à noter, ces coupures s'inscrivent alors que le même gouvernement dépense 2,4 millions pour une commission d'enquête sur l'orientation de ce secteur de l'éducation, commission dont le rapport sera déposé en janvier 82.

Quant à une démocratisation de l'éducation, elle impliquerait, selon la Coalition, de tripler les budgets de 81-82. Rappelons qu'en 1979 la Commission Angers démontrait que loin de rejoindre l'Ontario, le Québec reprenait du retard en matière de nombre de diplômés universitaires. La proportion de nouveaux-velles diplômés-ées était alors de 3 à 1 en faveur de l'Ontario.

Aujourd'hui: écoutons les Autochtones

À l'occasion d'une manifestation étudiante pour l'inclusion des droits des autochtones dans la constitution canadienne, McGill recevra la visite aujourd'hui de différents porte-parole des mouvements autochtones du Canada de l'Alaska et du Groenland. On y entendra notamment Raymond Lamothe, le représentant autochtone dans les négociations constitutionnelles; Mark R. Gordon, le vice-président de la corporation Makivik des Indiens inuits; et Hans-Pavia Rosing, le président de la conférence mondiale des Inuits du cercle polaire. Les discours seront prononcés en français et en anglais en face du Arts Building à 12:00h. S'il pleut, la conférence sera donnée au Leacock 132. Les organisateurs espèrent que les médias d'information couvriront l'événement.

Minute Ottawa!

Par Sylvie Labelle

Montréal-PEQ— La manifestation du 21 novembre à Ottawa sera, après la journée nationale de protestation du 4 novembre dernier, la deuxième action nationale contre les coupures mise de l'avant par l'ANEQ et le RAEU.

Cette manifestation appelée par le Congrès du Travail du Canada (CTC) (la plus grosse centrale au pays, forte de 2,3 millions de membres), qui a déjà reçu l'aval des syndicats CSN, CEQ, FTQ dans le mouvement ouvrier, ainsi que de la CFS (Canadian Fédération of Students), l'ANEQ (Association Nationale des Étudiants-es du Québec) et de RAEU (Regroupement des Associations Étudiantes Universitaires) dans le milieu étudiant, entend protester contre les hauts taux d'intérêts ainsi que de la façon dont nos gouvernements gèrent la crise économique en général. (1)

Au niveau plus particulier de l'éducation cette marche vise à dénoncer la volonté d'Ottawa de réduire sa contribution au financement de l'éducation post-secondaire, ce qui entraînerait une coupure supplémentaire de \$350 millions au Québec (2) et de 1,5 milliards au pays. Rappelons que les 12 universités du Québec subissent depuis quelques mois des coupures s'élevant à près de 180 millions. Les coupures supplémentaires de \$350 million, tant au niveau collégial qu'universitaire, équivaldrait à une baisse encore plus grande des services et à une détérioration accrue des conditions d'apprentissage et tout cela pour au moins le doublement des frais de scolarité.

(2) Communiqué de presse de 4 nov. de l'ANEQ et du RAEU.

Dernier numéro de l'édition française pour ce semestre. Bon temps des fêtes et à l'année prochaine.

SIMCOE

AMUSEMENT & REPAS LÉGER
1394 Ste-Catherine (coin Bishop)

GRANDE OUVERTURE SPECIALE

- 2 Hot Dogs à la vapeur •
 - Frites •
 - Boisson gazeuse
- Seulement

\$1.50

avec ce coupon

Ouvert 7 jours par semaine

OPTOMETRISTS

Dr. R. Greiche O.D. Dr. N. Scaff O.D.

- Eyes examined
- Glasses fitted
- Contact Lens center
(hard, soft, permanent lens)

Serving the McGill Community

1401 Peel
(just above St. Catherine)
842-5489

694A St. Catherine W.
(facing Eaton)
861-2659

Sweaters, Jeans, Coats
Coming soon Nov. 16-20
UNION BUILDING

Interested in

COMPETITIVE DIVING?

The McGill
Diving
Team

WANTS YOU

EVERYONE WELCOME

CALL 849-3933
for further information

**Odette
& Armand**

Haute Coiffure
Masculine
Special Pour
Etudiants

Coupe, Shampooing,
Mise en Plis

\$13.00 pour les hommes
\$16.00 pour les femmes

avec I.D.

Galleries Quatre Saisons
1010 ouest, Sherbrooke
Montreal 288-5067

**Join!
Support!**

Dr. Ezra Franken O.D.

OPTOMETRIST

practice limited to eye
examinations and contact lenses

5885 Cotes des Neiges
Suite 601
739-2325

Out-of-Province
Students Welcome

Petites Annonces

Ads may be placed through the Daily Ad office, Room B17, Student Union Building, 9 a.m. - 5 p.m.
McGill students: \$2.00 per day. For 3 days, \$1.75 per day; more than 3 days, \$1.50 per day.
McGill Faculty and staff: \$3.00 per day.
All others: \$3.50 per day.
The Daily reserves the right not to print a classified ad.

341 — APT., ROOMS, HOUSING

Beautiful renovated studio apts. at 4601 Park Ave. near Mount Royal. Rent \$285.00 a month. Can be used as offices. Information call 288-0873.

To sublet, 1 1/2 apt fully equipped. Immediate McGill University. Very reasonable rates! 3610 Durocher St. Call Steve 845-8444

Sublet 2 1/2, furnished. Only 10 mins from McGill (Dr. Penfield near Cote des Neiges). From mid Dec. or Jan. 1. Only \$245 month. Hurry. Call 934-1760.

Sublet. Old lease (2 years) Downtown two bedroom, two bathroom, large living/dining room, pool, sauna, supermarket. Call 844-7682.

Sublet spacious 1 1/2 Jan 82 - May 82, 5 min to campus. Large enough for 2. Call 286-0968 5-7 p.m. or after 11 p.m.

Looking for a 5th roommate for a spacious, clean 7 1/2 room apartment, located in the McGill student ghetto. \$120/mo. 284-2718.

Roommate wanted to share spacious 4 1/2 on l'Esplanade starting in Jan. Rent only \$120/mo. (incl. heat, electricity). Call Wendy after 6 p.m. at 844-6794 or leave a message in the Daily office.

352 — HELP WANTED

National Military Publishers needs two salesmen. Good commissions, good bonuses, expenses paid, travel Canada. Phone 842-3961 ext. 2001

354 — TYPING SERVICES

Typing — Term papers, theses, etc. Can be reached downtown at Place Ville Marie to bring assignments. Very reasonable rates. Contact: Lucy at 874-8274.

Expert Typing / Proofreading Service: All academic work — term papers, theses, reports, etc. Manuscripts, letters, tape transcriptions, financial statements. Fast, accurate, satisfaction guaranteed. 488-7827, 488-7755, 845-1740.

Speedy top quality typing done at \$1.00 per page. Located close to campus. Days: Deenah, 281-5515. Evenings: Rhoda, 488-3958.

358 — SERVICES OFFERED

Ladies' haircuts, special discount for students. Cut and blow dry \$10. Cut only \$7. Call June at 737-0706 or 482-7827 for appointment.

361 — ARTICLES FOR SALE

Ladies' wear, latest fashions, 30% and more savings, sizes 5-14; Wed, Thurs, Fri. 1500 Stanley, Suite 220, corner de Maisonneuve.

TI-59 Programmable Calculator including 201C Printer for sale. Never used, over \$600 value selling \$350 OBO. Phone during office hours (284-0100) and ask for John.

367 — CARS FOR SALE OR RENT

Autos available — Toronto, Western Canada, Maritimes, Florida — Montreal Driveway — 4036 St. Catherine W. (corner Atwater) 937-2816.

372 — LOST AND FOUND

Japanese print wallet lost McLennan Library area. Please return driver's licence & citizenship card to Students' Society, Union Bldg. Or call Lorna at 486-0362 after 7:00 p.m.

Wallet lost! Green clutch purse in Medical Lib. Sat. Nov. 14. Have a heart and return my ID cards to L. Chen 3474 Hutchison apt. 801.

374 — PERSONAL

Sweetie B. Randallhead. Happy 1st year anniversary. With all my love. Your K. Cutie.

Happy Birthday Champ! Thanks for the apple strudel and "here's lookin' at you, kid" — from Mr. Chicklets, a reluctant biochemist and closet artist.

385 — NOTICES

Students, staff, faculty ... Presbyterian-United Church Campus Ministry invites you to our Monday worshipping community. Mondays at 7:30 p.m. at 3521 University Street (The United Theological College) For further info: call Rev. Chris Ferguson: 392-5890.

Louanges des Jours. Tous les jeudis à midi la chapelle de l'université. Edifice William et Henry Birks.

Aujourd'hui

Conscientisation pour les hommes/Men's Consciousness Raising Group

All men welcome. This is your chance to engage in consciousness raising for men who wish to reject traditional sexist stereotyping. 5 O'Clock today in Union room 425.

Tous les hommes sont les bienvenus. Profitez de cette occasion unique de vous joindre à un groupe de conscientisation pour hommes qui désirent s'opposer aux stéréotypes sexistes traditionnels. A 17 hres aujourd'hui dans le local 425 du Union.

Amnesty International: General Meeting

Today at 4:30 Union Room 404. Also, elections for a new secretary will be held. All members (or would be members) urged to attend.

Debating Union:

Tomorrow's guest speaker, Jake Epp, has been cancelled until further notice. Tonight's meeting will be in room 310 at 7:00.

Attention all Political Science U-1 Students

All persons who would like to participate in study groups, Please attend a general meeting Today in room 513 at 4:00 p.m.

Russian and Slavic Students' Association

There will be a general meeting at 4:00 p.m. today in Room 655 of SBB. All interested students taking at least one Russian course are urged to attend.

The McGill Young Alumni Presents: "The Emergence of Micro Processors"

Today at 8:00 p.m. in Stephen Leacock Building, Room 232. If you think the word "Apple" denotes only a fruit, then you don't know what small computers can do for your life. The increase in popularity of these computer systems for small business and home use over the last few years has been remarkable.

Harry Bolner & Susan Laymer of Computerland will bring their expertise and demonstrate some of the myriad uses of these fascinating devices. Information by calling — 392-4816 All welcome no charge.

Computer Mapping Seminar

The Department of Geography will be holding an informal seminar on *The Present Status, and the Future Needs and Developments of Computer Cartography at McGill*. Today in Room BH 430 from 1500 to 1700 hrs. This seminar will involve a round table discussion with all interested parties. Participants will include representatives from Geography, Urban Planning, Engineering, Architecture, Geology and the Computer Centre. Everybody is cordially invited to attend.

Pro-Life or Pro-Choice.

Come read the latest poll in this month's Life Magazine at the Womens' Union, Room 423... the stairs are worth the conversation at the top.

Cakes and confections!

A bake sale brought to you by the East Asia Students Association. In the Union lobby from 11 a.m. until 2 p.m.

Help prevent nuclear holocaust!

Visit information table of Project Ploughshares McGill, the student disarmament group, in the Union lobby from noon to 2:00, and find out more.

Jewish Student Center

Jewish Women — Second-class Citizens? will be the topic of discussion at tonight's "Judaism — What's It All About?" class. An informal study group delving into why we do the things we do — the essence of Judaism. Tonight, 7:30, at Chabad House — Jewish Student Center, 3429 Peel St. For information, call 842-6616.

Attention Men!

Here's your chance to discuss feminist issues with other men. A meeting will be held tonight at 5:00 p.m. in Union room 425 to get a discussion group going to deal frankly with concerns of the feminist movement.

Womens Union

There will be a discussion on battered women at 5:00 in the Womens Union, Union Room 423. Special guest from a Montreal refuge center. Women only please.

Bible study

At Chaplaincy/Newman Center 3484 Peel Street at 4 p.m. (392-5890) Sponsored by United-Presbyterian Campus Ministry New Democratic Party of McGill The discussion period will begin today at 5 o'clock in room 302. Others interested in coming to discuss democratic socialism are welcome.

Women's Union:

There will be an important meeting of the Women's Union Speakers' Committee this afternoon at 3:00 (Union Rm. 423)

TNC

Opens today: Tuesday Night Cafe presents *Taken In Marriage* by Thomas Babe, at Player's Theatre, 3rd floor, Union Building, Tuesday thru Saturday, November 17 to 21. Show starts 8 p.m. Tickets \$2.50 and \$3.50. For information and reservation call 392-4637.

Community McGill

Si tu veux partager quelques heures de ton temps fais du bénévolat auprès d'enfants ou d'adolescents. Pour plus d'info viens au bureau 408 du Centre Universitaire (Union building)

Contents copyright © 1981 by the Daily Publications Society. All rights reserved. The opinions expressed in the editorial pages of this newspaper are those of its staff, and do not necessarily reflect the views of McGill University or of the McGill Students' Society. Second class mail registration pending. Products or companies advertised in this newspaper are not necessarily endorsed by the Daily staff.

Editor-in-Chief
Senior News Editor
News Editors

Production Manager
Assistant Production Manager
Weekly Editor
Sports Editors

French Edition Editor
Photo Editor
Science Editor
Contributors:
Business Manager
Advertising Manager
Ad Office Staff

Brahm Pascal
Brian Topp
Peter Findlay
Wendy Jones
Steven Yudin
Chris Cavanagh
Carlos J. Constantino
Elizabeth E.C. Jarvis
Elisa Goldberg
Bobby Katz
Lucie Masse
David Samuel
Bill Sheffield

Angie Marcogliese
Michelle Lemon
Marian Aronoff, Ken Banks,
Ron Fleischman

Editorial offices: 3480 McTavish, Room B03, Montreal, Quebec, H3A 1X9. Telephone: 392-8955. Advertising office: Room B17, 392-8902. The Daily is a founding member of Canadian University Press, La Presse Etudiante du Québec and CUP Media Services.

Dossier Afrique du Sud:

Investir dans la misère humaine

par Pierre Laliberté
et Vicki Cobb

Que les capitaux étrangers sortent d'Afrique du Sud, voilà qui fera plus mal à la population noire qu'à la minorité blanche, nous affirment le plus sérieusement du monde les adversaires du désinvestissement. Cette croyance à la vie dure et elle perpétue encore aujourd'hui le mythe voulant que le monde des affaires ait une influence positive sur ce qui se passe en Afrique du Sud.

Dans les fait, il en va cependant, tout autrement car, loin de décourager le régime sud-africain, la collaboration des compagnies étrangères lui permet non seulement de survivre économiquement à toutes les pressions de la communauté internationale, mais aussi de se procurer un arsenal militaire des plus puissants. Aussi, au cours des vingt dernières années, le régime d'Afrique du Sud (AS) s'est bâti une des machines répressives les plus perfectionnées du monde.

Depuis 1960, année tristement célèbre pour le massacre de Sharpeville et la mise hors-la-loi des principaux mouvements de résistance noirs (PAC/ANC), l'Afrique du Sud a vu son budget militaire passer de R44 millions à plus de 2 milliards de rands en 1979. Il apparaît donc que de plus en plus, face à un isolement croissant et à une opposition intérieure grandissante, le régime sud-africain a dû investir dans le domaine militaire pour garder les rênes du pouvoir.

En 1977, un livre blanc sur la Défense publié par le gouvernement de Prétoria affirmait à la face du monde que le pays était bel et bien en "état de guerre"; qu'il était vraisemblablement impliqué dans une *guerre totale* dans laquelle "le principe du droit à l'autodétermination de la nation blanche (sic) ne peut être considéré comme négociable." (Nous citons les mots mêmes du document.)

Aussi, devant les pressions internationales quise sont multipliées depuis le début des années soixante (et dont le point culminant est sans conteste l'embargo sur la vente d'armes à l'AS), le gouvernement sud-

africain a porcé, dès 1961, à la création d'un complexe militaro-industriel destiné à rendre l'AS autosuffisante au point de vue de l'armement.

En 1964, on créait entre autres l'ARMSCOR (Armaments Development and Production Corporation), compagnie d'Etat chargée de planifier la production et l'approvisionnement de matériel militaire en AS. Tant et si bien qu'aujourd'hui, l'AS produit par l'entremise de ses "parastatals" (compagnies d'Etat), des investissements étrangers et locaux plus de 75% des besoins militaires. En fait, près de 70% des achats d'armements ou de matériel stratégique par l'armée se font par l'entremise des sept filiales de l'ARMSCOR; celle-ci octroyant à son tour chaque année des centaines de contrats à des firmes privées (qui profitent à une liste interminable d'intérêts étrangers et sud-africains).

Enfin, par le truchement de législations, le gouvernement sud-africain s'est doté, au cours des dernières années, de pouvoirs comme celui de réquisitionner en situation "d'urgence" toutes installations ou matériel lui semblant "utiles", ou celui de garder au secret toute information lui apparaissant "stratégique". C'est ainsi que Mobil Oil Corp. ne put avoir accès à certaines informations concernant ses *propres filiales*, au cours d'une enquête en 1976, le gouvernement sud-africain ayant déclaré le secteur pétrolier comme étant stratégique et par conséquent soumis à la loi du secret...

Il ressort donc de tout ceci que le régime de l'apartheid n'est prêt à aucune concession et qu'il se prépare au contraire à lutter jusqu'au bout pour conserver ses privilèges. Or, cette lutte ne serait possible sans le support que lui accordent présentement les corporations étrangères. Car, en plus de payer des taxes au gouvernement sud-africain, ces dernières continuent, en dépit de l'embargo des Nations-Unies sur la vente d'armes, à jouer un rôle capital dans le renforcement de la machine militaire du pays, et cela de trois façons.

Tout d'abord, les compagnies transnationales fournissent la technologie et les fonds nécessaires à la construction d'une industrie de pointe, elle-même essentielle à l'industrie d'armements sud-africaine. Ce sont ces mêmes firmes qui envoient à travers leur réseau de filiales le matériel et l'équipement nécessaires, le 25% d'armements stratégiques que l'industrie sud-africaine n'est pas en mesure de produire.

Enfin, les institutions bancaires et financières transnationales apportent également leur aide au régime d'Afrique du Sud en lui prêtant les sommes nécessaires à ses achats d'équipement militaire. Le rôle joué par ces corporations dans le maintien du régime de l'apartheid ne peut être mieux illustré que par une revue sommaire de quelques industries stratégiquement clés en AS.

Un des éléments cruciaux dans la stratégie militaire de l'armée sud-africaine est sans contredit le degré de mobilité de ses effectifs militaires. Il est essentiel que les troupes blanches (seules dignes de confiance...) de par leur nombre restreint soient en mesure de se déplacer rapidement d'un point à l'autre du pays. Or, on ne peut que remarquer qu'en AS, les investissements étrangers ont largement aidé à créer l'industrie automobile la plus moderne du continent.

Cette industrie fournit aux forces armées et à la police non seulement automobiles et camions, mais aussi véhicules militaires et de l'équipement et des pièces pour ses blindés. Si par malheur, les équipements ne peuvent être produits sur place, on les importe. A témoin une partie des véhicules qui servent à la police sud-africaine dont les pièces ont tout simplement été importées d'Angleterre via la British Leyland, puis assemblées en AS.

La filiale sud-africaine de General Motors (dont le contrôle repose encore à 100% entre les mains de sa maison-mère) s'est vue pour sa part accorder le titre de "National key point industry" à cause de l'importance stratégique qu'elle tient aux yeux du gouvernement. Dans un memorandum secret, GM devait apprendre la teneur de ce statut spécial: primo, l'octroi d'une protection militaire en cas de danger et secundo, ... l'enrolement militaire du personnel blanc à l'intérieur de "commandos" appelés à protéger si nécessaire les installations contre toutes attaques extérieures. On voit ici dans toute son intensité (et son ridicule!) le problème de la minorité blanche qui ne peut rester "répressivement efficace" et maître du pays qu'en mobilisant toutes ses ressources humaines et qu'en se procurant de l'équipement hautement sophistiqué.

"Computers flashing out reference numbers, photocopies relayed by telephone, perhaps even instant transmission of fingerprints — all to keep track of members of the population. Sounds like George Orwell's 1984, doesn't it? Well, it's South Africa's way of modernizing and streamlining its pass and influx control system." Noh, ces mots ne viennent pas de la bouche d'un membre du comité de l'Afrique du Sud à McGill, mais plutôt du très sérieux Financial Mail de Johannesburg et ils sont témoins du fait que de plus en plus l'ordinateur sert en AS à des fins de contrôle, de surveillance et de répression.

Là encore, les firmes étrangères apportent une aide inestimable au gouvernement raciste de Prétoria tout en se partageant un marché pour le moins profitable. Ici, ce sont les filiales de compagnies telles que ICL, IBM (dans laquelle McGill a des investissements) et Burroughs Corp. qui tout en admettant l'utilisation douteuse que fait l'AS de ses appareils, n'en continuent pas moins de lui en fournir généreusement.

L'Afrique du Sud, une puissance nucléaire? Dans les milieux diplomatiques internationaux, c'est devenu un secret de polichinelle, on reconnaît avec embarras que ce pays a procédé l'an dernier à des essais



Photo from Magubane's South Africa



Photo from Magubane's South Africa

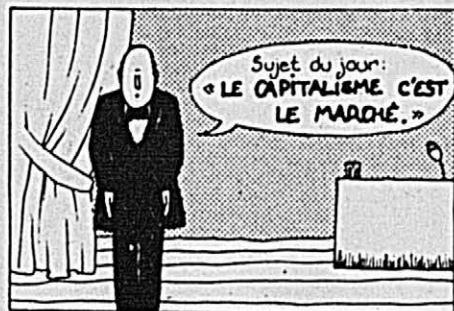
nucléaires (la preuve n'en est toutefois pas faite...). Encore une fois, ce sont des corporations transnationales (Siemens, Kienzle, ICL, Westinghouse, etc.) qui alimentent technologiquement le régime lui permettant de transformer ses importants dépôts d'uranium en énergie nucléaire, sinon en bombe...

Il en est de même des secteurs de l'énergie où malgré la mauvaise volonté des pays producteurs de pétrole à subvenir aux besoins de l'AS, ce pays parvient à se tirer d'affaire fort convenablement avec le coup de pouce de multinationales telles que Mobil Oil, Exxon, Caltex, Shell, BP, etc. (Il faut savoir ici que l'AS, ne produisant pas de pétrole est très dépendant de l'extérieur.)

Les institutions financières transnationales, pour leur part, ont constitué le pilier capitale sans lequel l'AS n'aurait pas pu financer l'infrastructure militaire qui existe maintenant dans ce pays. Mieux encore, ce sont elles qui ont sauvé le gouvernement sud-africain du naufrage, en 1975-76, lorsque celui-ci fut au prise avec une crise dans sa balance des paiements, crises causées par la hausse du prix du pétrole et par... des importations un peu trop substantielles de matériel militaire.

On pourrait étendre la liste des corporations collaborant avec le régime sud-africain sur plusieurs pages et cela ne serait pas plus convainquant. Le fait est là devant nos yeux. Les investissements étrangers, loin de normaliser la situation en Afrique australe perpétuent le régime de l'apartheid et en fortifient l'appareil répressif. Et ça, ce ne sont pas les changements cosmétiques du code de conduite Sullivan qui peuvent le faire oublier à la population noire et métisse d'Afrique du Sud.

Une leçon du professeur



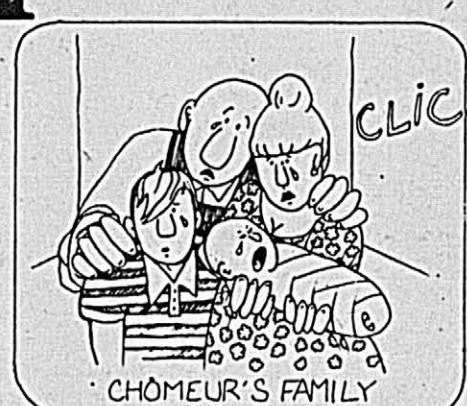
1



2



3



4

Petite histoire du chômage et de l'inflation

Par Claude LaFlamme

Le chômage a pris à travers l'histoire des aspects très divers. Limité aux cités et aux corporations durant le Moyen Âge et sous l'Ancien Régime, il évolue au rythme des crises "cycliques" tout au long du XIXe siècle, celui au cours duquel le capitalisme industriel établit ses assises, entraînant ici et là des modifications profondes dans l'implantation humaine.

Après la Première Guerre mondiale, le XXe siècle "économique" commence vraiment. Avec l'extension incessante de l'industrie, le chômage prend rapidement une ampleur inédite et de nouvelles perspectives angoissantes, dramatiques. Comme le démontre la Grande Dépression de 1929 aux États-Unis. En Europe, ce même problème du chômage a été une aubaine pour les parties national-socialistes. Dès 1922, Mussolini a trouvé en Italie parmi ces chômeurs les parfaits accompagnateurs de sa "Marche sur Rome". En Allemagne, Hitler a recruté parmi eux ses "chemises brunes" et ses hommes de main, masse fanatisée qui le portera au pouvoir en janvier 1933.

A partir de cette époque, pour cette génération et les suivantes, le chômage cesse d'être un "accident de parcours" et devient un fléau. Un fléau aussi dévastateur qu'une épidémie jadis, un fléau d'autant plus redoutable qu'il n'épargne désormais personne, frappant le monde du travail comme, dans une certaine mesure, la peste frappait les animaux du bon La Fontaine. Grâce aux immenses ressources de son esprit inventif, l'homme est parvenu à écarter la terrible maladie. Aura-t-il autant de sagesse pour s'organiser afin de terrasser le chômage?

L'économie mondiale connaît actuellement sa seconde grande crise depuis le début du siècle. Après une ère d'expansion presque continue depuis la dernière guerre, la récession frappe simultanément toutes les grandes puissances de l'est à l'ouest et le Tiers-Monde.

Phénomène accidentel selon les uns, mal passager nécessaire à la croissance jusqu'à ces dernières années selon les autres, le chômage et l'inflation sont devenus des fléaux contaminant tous les systèmes économiques basés sur les profits.

Au Canada l'économie tourne au ralenti.

L'économie canadienne ne s'est jamais remise de la crise qui a débuté en 1974. Après une brève reprise en 1976, qui n'a jamais

permis à l'économie d'atteindre le niveau qu'elle avait avant 74, la croissance économique du pays et de la province de Québec n'a pas cessé de stagner.

En 1980, le taux de croissance du produit intérieur brut canadien en termes réels a atteint son plus bas niveau depuis 1954, soit 0,1%. L'année précédente ce même taux s'était établi à 2,8% alors qu'entre 1969 et 1979, le PIB réel avait connu une moyenne de 4,2% par année. Aux mêmes périodes le taux de croissance réel du PIB québécois avait affiché des résultats de 0,8% (1980), 1,6% (1979) et 4,1% (1969 à 1979).

Le Chômage

Officiellement, il y a maintenant 891,000 chômeurs au Canada. Mais Statistique Canada n'inclut dans ses calculs que les travailleurs "à la recherche active d'un emploi", ce qui exclut ceux qui ont abandonné l'idée d'en trouver un, comme les ménagères qui ne retournent pas sur le marché du travail parce qu'elles ne peuvent se trouver d'emplois, les Autochtones, les assistés sociaux, les accidentés et les invalides du travail, les jeunes qui retardent leur entrée sur le marché du travail, etc... Selon le Congrès du travail du Canada, ils seraient plus de 300,000 sans emploi non inscrits et 369,000 autres personnes contraintes de travailler à temps partiel parce qu'elles ne peuvent pas se trouver d'emploi à temps plein.

Auparavant, quand le taux de chômage était élevé, le coût de la vie n'augmentait que légèrement (ex. en 1961, chômage 7,1%, inflation 1% seulement). Ou encore, quand l'inflation s'accroissait, le pourcentage de chômeurs diminuait (ex. en 1951, inflation 10% et chômage 2,4%).

Mais aujourd'hui, le chômage et l'inflation frappent simultanément, ce qu'on appelle la stagflation. Et depuis 1972, ces deux fléaux qui s'ignoraient mutuellement jadis n'ont pas cessé d'être supérieur à 5%.

En 1979-1980 les statistiques officielles du chômage au niveau canadien indiquent que 7,5% de la population définie comme étant "active" était en chômage. Au Québec le chômage "officiel" a augmenté, pendant cette même période, le taux non saisonnalisé atteignant 9,9% en 1980 comparativement à 9,6% en 1979.

L'intensité du chômage frappe davantage deux groupes de travailleurs: les jeunes et les femmes. Au Canada, le taux de chômage des

jeunes excède de 70% le taux moyen national, soit 13% (1979-1980). Les femmes subissent aussi davantage: 8,8% en 1979 et 8,4% en 1980.

Le problème du chômage demeure entier au Québec. Depuis 1971, le taux de chômage du Québec excède de 30% celui du Canada. Le tiers des chômeurs canadiens se retrouve au Québec.

L'inflation

L'inflation est avant tout un phénomène global de hausse. Il est usuel de la mesurer par l'indice des prix à la consommation (IPC), calculé par Statistique Canada. Celui-ci tient compte en principe de l'ensemble des prix et du poids des articles dans le budget d'un ménage moyen type. Mais depuis octobre 1978, Statistique Canada a élargi son échantillonnage pour y inclure des gens à revenus plus élevés afin de cacher le plein impact de l'inflation sur les travailleurs.

En plus, Statistique Canada a aussi réduit la partie du budget qu'elle considèrerait nécessaire pour la nourriture, (réservant que 24% du revenu) et les services de santé et augmenta la proportion mise de côté pour des choses comme les loisirs et les cigarettes. Et l'IPC ne fait aucune distinction entre les aliments essentiels que les travailleurs achètent et les denrées de luxe que les riches peuvent se permettre.

Pourtant, c'est un fait bien connu que les travailleurs consacrent une plus grande part de leurs revenus à la nourriture que les riches et c'est dans ce domaine que l'on a enregistré les augmentations les plus élevées. Les prix des céréales, du pain, des légumes et des

fruits, (la base d'une bonne alimentation) ont augmenté de 30% cette dernière année. Cela représente plus que le double du taux de l'IPC, toutefois il indique une augmentation des prix des aliments de 13% seulement. Il n'est donc pas surprenant que le Congrès du travail du Canada considère que le IPC sous-évalue d'au moins 1% par année le taux réel d'inflation.

Malgré tout, l'IPC reste un indicateur important pour mesurer la hausse des prix, un point central dans notre système économique parce que les prix permettent aux capitalistes de maintenir leurs taux de profits grugeant ainsi les salaires des travailleurs. L'IPC est de 224.1 aujourd'hui. Il faut donc \$224.10 en 1981 pour acheter la même quantité de biens et services que l'on payait \$100 en 1971. Autrement dit, notre dollar de 1971, ne vaut plus que 45 cents en 1981.

Bla Bla Bla... la chanson est toujours la même!

Notre ministre du chômage, Monsieur MacEachen considère que le chômage n'est pas prioritaire et tente de nous faire croire que nous vivons au dessus de nos moyens. Pourtant, les monopoles, les banques font des profits à tout casser aux dépens des salaires. Vraiment ce sont eux qui sont principalement responsables des hausses des prix et non pas les salaires qui suivent à peine l'inflation. Combien de temps encore les chômeurs devront attendre pour avoir un emploi? Pourquoi devraient-ils payés pour les pots cassés d'une crise dont ils ne sont même pas responsables?

Le Women's Union présente: Silé Darragh, ancienne prisonnière politique en Irlande du Nord à la prison d'Armagh. Elle parlera du rôle des femmes en Irlande. Jeudi à 16:00h. au local 425 du Union Building

Pour un modèle de travail plus humain

par Vincent Sabourin

La systématisation du travail sous formes d'usines de montage est devenue la forme prédominante de l'organisation industrielle du travail de notre société.

L'homme a cru longtemps que ce système résoudrait tous les problèmes de la production industrielle. Aujourd'hui, moins de cent ans après l'établissement de cette méthode sur une vaste échelle, les gestionnaires qui pensaient avoir réglé tous les problèmes d'organisation du travail se retrouvent avec de sérieux problèmes humains.

Quels sont ces problèmes humains?

Attrition, absentéismes, baisse de la qualité, irrégularités dans le rendement de l'employé, saccages, vandalismes, grèves, violations des règles de sécurité et non-respect des ordres supérieurs. Henry Ford fut le premier à organiser la production sous forme de travail à la chaîne pour une production de masse. Chaque travail devenait confiné à une seule opération et même à un seul mouvement. Cela rendit la production uniformisée et standardisée.

Depuis la révolution industrielle, le développement technologique a prodigieusement progressé. Des milliers de livres ont été écrits et des milliers d'études ont été entreprises sur l'amélioration de la production de l'entreprise mais très peu de choses, toute proportion gardée, furent écrites sur les problèmes humains découlant de ce modèle de production.

En 1955, 2% du budget des compagnies nord-américaines étaient alloués au département du personnel dans les entreprises de taille moyenne; ceci montre bien le peu d'importance et le faible développement de ce secteur.

Le problème du travail à la chaîne est qu'il a été conçu sans poser la question fondamentale de la nature du travail référant soit aux besoins fondamentaux de l'individu ou encore à la nature de l'homme comme animal social.

La production dépend d'un fonctionnement adéquat de deux systèmes: l'organisation mécanique et le système humain. Le deuxième fut trop longtemps ignoré. Le travail à la chaîne a été conçu parce qu'on croyait (et certains croient encore) que l'homme ne travaille que pour l'argent. En 1955, More apprend que 80% des travailleurs continueraient de travailler même s'ils avaient assez d'argent pour le reste de leur vie. Un sondage effectué dans plusieurs manufactures a d'ailleurs révélé que les travailleurs désiraient d'abord un travail stable et de bonnes conditions de travail. Un bon salaire n'était que leur sixième considération.

Quelques considérations.

(1) Cette perception de la satisfaction du travailleur en terme uniquement monétaire n'a pas amélioré la qualité des emplois.

(2) Le travail à la chaîne a fait disparaître le membership de l'individu à un groupe de travail. L'identification à un groupe de base (primary group) est un élément essentiel pour que l'individu s'estime lui-même, ses attitudes et ses opinions, et qu'il exprime ses buts et ses désirs. L'individu sera aussi plus motivé s'il peut s'affilier à un groupe.

(3) Avec l'automatisation des chaînes de montages, l'individu ne peut plus s'identifier avec le produit fini. Contrairement à l'artisan qui voit la fin et le début de son oeuvre, l'ouvrier qui pose le deuxième boulon de la poignée de la porte gauche d'une voiture ne s'identifie pas à la voiture. De plus, l'ouvrier ne peut pas s'attribuer la responsabilité du produit, il n'y a pas d'"ego-involvement" dans son travail quotidien.

(4) Conséquemment, cette systématisation entraîne la disparition de la participation au décision. L'activité du travailleur se borne à une activité routinière et simple. Le pouvoir décisionnel envers tout changement est presque nul.

(5) Une gestion autocratique telle que celle du modèle traditionnel des lignes de

montage ne développe pas le sens de la responsabilité chez l'ouvrier. Le Centre de sondage de l'Université Michigan a pourtant découvert que les groupes qui produisaient le plus étaient ceux qui étaient le moins supervisés. Les groupes encouragés à participer aux décisions et une style de gestion centré sur l'individu (person-centered) et non pas sur la production, donnent un rendement supérieur.

(6) Finalement, selon la pyramide des besoins de Maslow, le travail à la chaîne ne permet de satisfaire que les besoins physiologiques et les besoins de sécurité et non pas l'estime et le besoins d'actualisation du travailleur.

Le modèle traditionnel entraîne un travail spécialisé et systématisé. Tout le monde est d'accord pour affirmer que le travail doit être organisé de façon logique, clair et rationnelle et que les principes de gestion sont bien appliqués, plus il y a d'opportunités pour la production.

Mais un bon système de gestion doit comprendre que l'être humain, comme la machine, a son propre fonctionnement et que les deux systèmes ont leur propres principes.

Peter Drucker (1) pense que la tâche principale de l'homme est de faire ce que la machine ne peut pas faire. Le principe du travail est la mécanisation; le principe du travail humain est l'intégration. Les deux débute avec une analyse systématique du travail dans ses divers notions mais diffèrent dans leur fonctions finales.

Le travailleur à la chaîne demeure essentiellement inférieur à la machine. Son rendement est moins constant, moins rapide et de moindre qualité. Mais l'homme a son rôle

à jouer dans les opérations d'intégrations; l'habileté de faire un tout de plusieurs composantes, de juger, de planifier et d'apporter des changements ne peut être fait par la machine.

Ce que les inventeurs du travail à la chaîne n'ont pas compris c'est que comme le chirurgien, lorsqu'il accomplit son opération, a répété chaque geste minutieusement et, comme dans le cas du travailleur, les opérations de base sont rigides et prédéterminées et les mouvements sont intégrés. Le chirurgien, ses assistants, l'anesthésiste et les infirmiers répètent des motions mécanisées et leur travail leur permet trois choses:

(1) de voir un produit fini à leur travail

(2) d'intégrer des motions qui peuvent sembler mécaniques

(3) de retirer une satisfaction du travail d'équipe et des interactions sociales.

Ce n'est donc pas la répétition mécanique qui amène le mécontentement, mais la disparition des éléments essentiels de satisfaction du travail. Le travail peut être disséqué en différentes composantes mais celui-ci doit donner la chance au travailleur de créer un tout intégré et d'être responsable d'une étape et d'en voir le résultat final.

Peter Drucker croit que l'erreur des chaînes de montage traditionnelles a été d'assumer que les individus travaillent mieux s'ils sont organisés comme des machines et s'ils sont placés en séries. (2)

Les gens travaillent bien seul ou en équipe. Un travail intégré peut-être la responsabilité d'une seule personne. Un bel exemple est celui d'un installateur de téléphones. Ce travail permet une autonomie, une certaine responsabilité bien qu'il ne demande pas

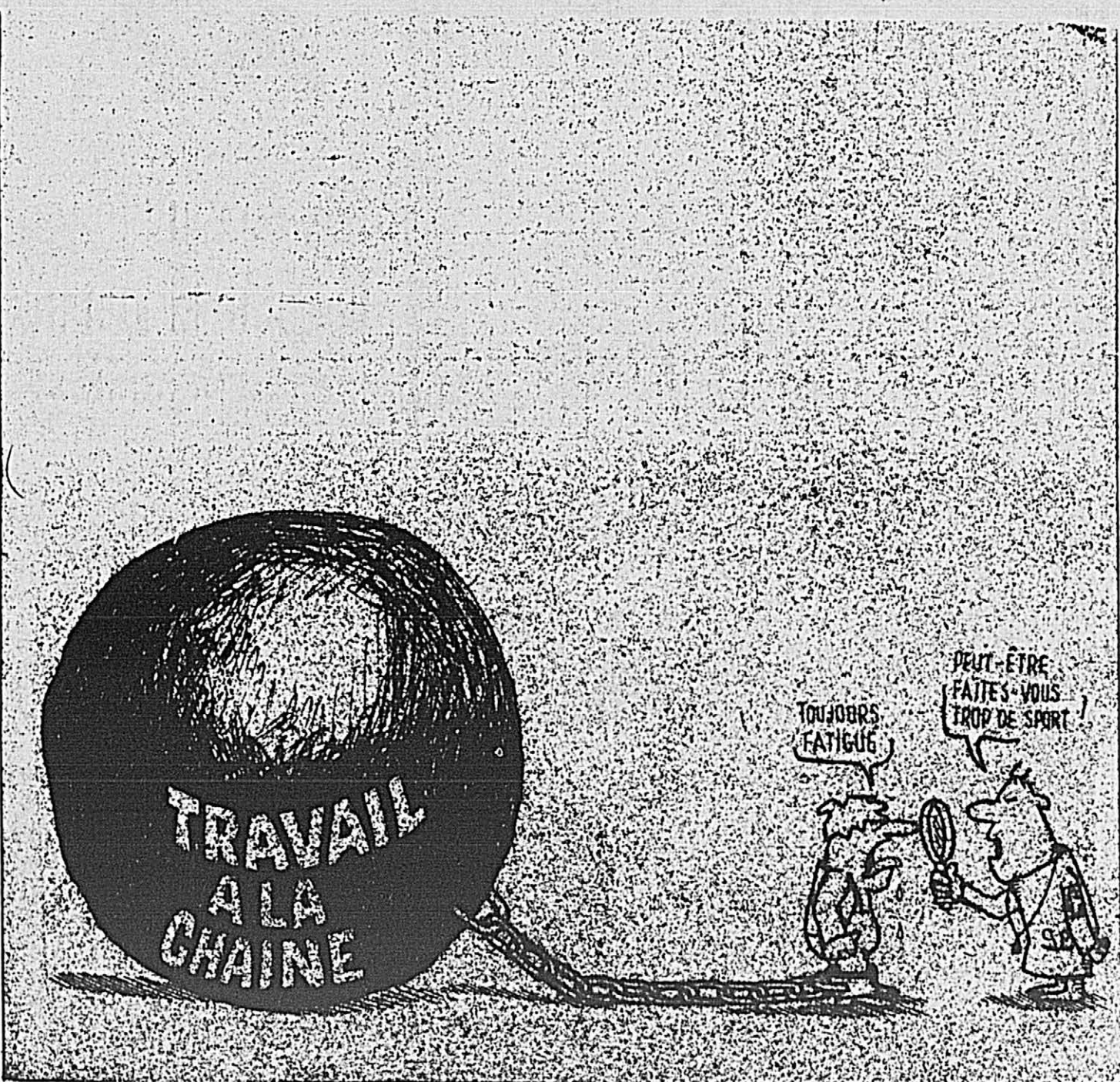
d'habiletés ou de jugement exceptionnel. L'activité permet à l'individu d'intégrer une suite d'opérations en un résultat final. L'activité demande un minimum d'habileté et de jugement pour créer un certain défi à chaque installation.

Une autre façon d'organiser des tâches plus complexes, au lieu de faire travailler les individus mécaniquement et en série, est de les effectuer en équipes organisées. Ainsi l'individu qui s'identifie à un groupe a l'occasion de se créer des relations interpersonnelles. Le travail d'équipe demande alors la coopération de chacun où son habileté est la meilleure.

Cette idée de travail en équipe fut adoptée chez Ford et Chrysler. En 1952, Charles Walker (3) en vient à la conclusion que cette façon d'organiser le travail, augmente le rendement des travailleurs, la qualité et la satisfaction du travail.

La chaîne de montage sous sa forme traditionnelle ne peut donc pas faire naître chez l'individu, de motivations intrinsèques. La solution proposée n'est pas de revenir à un modèle pré-industriel et une conception artisanale du travail mais bien de chercher à enrichir le travail soit de façon horizontale en augmentant la diversité des tâches, les habiletés requises, en donnant un sentiment d'autonomie et d'actualisation au travailleur, ou de façon verticale en donnant à l'ouvrier plus de responsabilité et de participation aux décisions.

(1) Peter Drucker, "The Practice of Management"
(2) Peter Drucker, "The Practice of Management" p. 356
(3) Charles Walker, "The Man on the Assembly Line" Mass. Harvard Univ. Press 1952.



Critique littéraire:

Pistes pour le mouvement ouvrier et populaire

par Michel Adrien Sheppard

Décidément, ces derniers temps, la gauche socialiste et indépendantiste au Québec fait parler d'elle. Après le lancement du *Manifeste pour un Québec socialiste, indépendant et démocratique* par le Comité des Cent, un autre ouvrage d'envergure vient réaffirmer la réémergence du courant 'indépendance et socialisme', qui avait été marginalisé vers le milieu des années soixante-dix par la percée du mouvement marxiste-léniniste à vision pan-canadienne.

Dans *'Socialisme et Indépendance au Québec: pistes pour le mouvement ouvrier et populaire'*, deux militants du Regroupement pour le Socialisme (Marc Ferland et Yves Vaillancourt) nous livrent une réflexion approfondie sur le réalignement actuel qui s'opère dans la gauche radicale au Québec, dans un contexte marqué par un repli défensif des organisations des classes populaires devant l'offensive tous azimuts de l'Etat et du patronat et par un questionnement légitime des modèles étrangers.

Les deux auteurs commencent par passer au crible les illusions que de nombreux militants progressistes dans les syndicats et les groupes populaires intervenant à divers niveaux entretenaient à l'endroit du Parti Québécois.

Par une argumentation sérieuse avec de nombreuses preuves à l'appui, ils démontrent que le projet social du PQ se base encore aujourd'hui sur l'idée de construire une alliance de classes au profit du capital québécois autochtone (autant étatique que privé) et des couches supérieures des classes moyennes francophones, alliance au sein de laquelle les classes populaires se voient reléguées à un rôle d'appui marginal. Toujours méfiant des organisations combattives du mouvement ouvrier et populaire québécois et désireux de conférer une orientation gestionnaire et capitaliste au mouvement national, respectueuse des intérêts U.S. et du capital canadien non menacé par son projet économique (tel que le secteur des pâtes et papiers), le PQ

s'est efforcé tout au long de son existence de récupérer sinon de dissoudre la composante populaire et potentiellement anti-capitaliste du mouvement national.

Cette orientation, soutenue malgré les virages stratégiques que la direction du parti a su imposer lorsque jugés nécessaires, s'est manifestée durant la campagne référendaire et lors des négociations constitutionnelles récentes. Pour Ferland et Vaillancourt, le projet de souveraineté-association visait l'aménagement d'un espace économique et politique pour les élites francophones dont l'expansion et la consolidation sont brimées dans le cadre institutionnel de la Confédération canadienne. Lors du référendum on a vu en effet le PQ tenter de minimiser la portée déstabilisatrice et l'aspect rupture de son projet constitutionnel et de rassurer les classes dominantes et leurs représentants politiques dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

D'après Ferland et Vaillancourt, tout mouvement national est traversé par des interactions constantes entre une dynamique capitaliste et une dynamique populaire radicale. Les élections du 13 avril qui ont vu le PQ reporté au pouvoir aideront la gauche indépendantiste à consommer plus nettement la rupture à l'égard de ce parti autant dans la lutte nationale que sociale. Les priorités du PQ (à savoir la gestion de la crise économique aux dépens des non-possédants dans une perspective 'fédéraliste décentralisée') et les politiques d'austérité budgétaire impliquant l'abandon de l'orientation de 'rattrapage' de la Révolution Tranquille ne feraient qu'accentuer les effets négatifs de l'offensive du patronat contre les classes populaires en plus de ceux de l'oppression nationale (l'écart entre les conditions sociales et économiques des classes populaires du Québec et celles prévalant au Canada.)

Les auteurs affirment que dans le contexte actuel, le courant 'socialisme et indépendance' doit assumer la responsabilité de pousser plus en profondeur son

argumentation sur le contenu 'subversif' de la revendication d'indépendance portée par en bas par les classes populaires, s'il veut que cette option soit appropriée par des composantes de plus en plus larges du milieu syndical et des groupes populaires intervenant sur le front des conditions de vie, sur le front culturel, dans le mouvement de femmes, d'étudiant(e)s, écoles, etc. Puisque l'oppression nationale est un problème social si intimement imbriqué dans les rapports sociaux capitalistes tels que vécus quotidiennement par les classes populaires francophones dans leurs effets discriminatoires, Ferland et Vaillancourt voient dans la résolution de la question nationale en faveur de l'indépendance un axe stratégique incontournable pour développer et politiser les luttes ouvrières et populaires dans une perspective de rupture avec le capitalisme.

Ayant défini la société québécoise comme étant le maillon faible du système capitaliste nord-américain, ils affirment que l'indépendance constituerait un puissant levier pouvant mettre en branle un processus de transformation sociale radicale, de réappropriation réelle par les classes populaires de tous les paliers de pouvoir.

Les points forts du livre sont le refus de pratiques stalinienne et le désir de respecter l'autonomie syndicale et populaire. Les auteurs cependant révoltent peut-être une certaine faiblesse lorsqu'ils essaient de proposer une stratégie pour surmonter la coupure inévitable entre les luttes quotidiennes ponctuelles et le projet d'ensemble. Certes, je suis d'accord avec eux que cette société radicalement autre est déjà anticipée par morceaux

dans les expériences de luttes qui se mènent actuellement un peu partout de façon quelque peu dispersée. Il est vrai également qu'ils sont clairs sur le fait que la réalisation d'un socialisme démocratique au Québec doit être plus qu'une addition de contestations sectorielles et partielles de l'organisation actuelle de la société et que le socialisme ne peut jamais être un but prédéterminé, un modèle à imiter mais plutôt un processus de rupture globale qui reste à construire au Québec.

Mais là où leur argumentation me semble boiter, c'est où ils disent que, en plus d'une intensification de l'action politique par les divers mouvements de revendication sociale, il est nécessaire de promouvoir la création de 'lieux politiques autonomes', terme extrêmement vague, pour être poli. Ces lieux seraient, d'après les auteurs, des groupes où les militant(e)s syndicaux(cales) et populaires pourraient se rencontrer pour faire la synthèse sur les stratégies de luttes, coordonner des approches politiques, perfectionner leur formation théorique, etc. Ils préfèrent ce terme à celui 'd'organisation politique' parce ce dernier impliquerait selon eux 'une capacité d'offrir à l'ensemble du mouvement une analyse

Pour les auteurs, la fameuse crise constitutionnelle interminable est enracinée dans la crise de l'économie capitaliste, qui se traduit par une restructuration des bases d'accumulation du capital, notamment le transfert de capitaux aux nouveaux secteurs rentables (les activités liées à l'exploitation des ressources naturelles). L'émergence d'embryons de bourgeoisies régionales dans les

secteurs énergétiques de l'OUEST et à Terre-Neuve, et dont le pouvoir politique est ancré dans les Etats provinciaux, crée des tensions avec l'Etat fédéral dont les assises traditionnelles sont les fractions des classes dominantes des secteurs manufacturier et financier dans le centre du pays. La polarisation entre les provinces périphériques qui cherchent à valoriser la puissance de 'leurs' nouvelles bourgeoisies et l'Etat central a vu le PQ se ranger du côté des Etats 'autonomistes' (Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Terre-Neuve, etc.) qui défendaient des intérêts similaires aux siens.

complète de la conjoncture et un enracinement dans tous les secteurs du mouvement ouvrier et populaire' (p.84). Or ces genres d'organisations n'existeraient pas, et Ferland et Vaillancourt semblent dire en filigrane qu'il serait inutile ou contre-productif d'en mettre sur pied. L'on peut être d'accord jusqu'à un certain point, surtout si l'on se rappelle les très gauche qui se réclame du marxisme-léninisme (à la sauce autoritaire de Staline) a tenté de soudoyer parfois par des tactiques 'pas très catholiques'.

Cependant, escamoter la question de la nécessité éventuelle de former un parti politique se situant clairement dans le courant 'socialisme et indépendance' (et que pourrait peut-être bientôt incarner le tout nouveau Mouvement Pour un Québec Socialiste) signifierait d'après moi condamner le mouvement ouvrier et populaire à s'enliser dans cette situation de repli défensif et d'interventions ponctuelles que les auteurs cherchent à remédier.

«Si on prend parti, le parti nous prend»

CONTINUUM — par François Gloutnay

Jacques Dofny, l'actuel trésorier du Mouvement Socialiste et professeur de sociologie à l'Université de Montréal est emballé. À la permanence du mouvement, il ne tient pas en place, distribuant conseils et poignées de mains, discutant stratégie... «Il y a longtemps que j'attendais ce moment-ci», confiera-t-il au *Continuum*.

Et pourtant, il en a vu d'autres: Intimement rêté depuis vingt ans dans la recherche d'une avenue socialiste pour le Québec, comme co-fondateur de la revue *Socialisme* en 1964 (disparue en 1974) puis comme membre du Parti Socialiste du Québec (PSQ) du milieu des années soixante, il prétend malgré tout qu'aujourd'hui, la conjoncture soit enfin favorable à une organisation telle le Mouvement Socialiste.

Questionné sur les différences entre le PSQ et le nouveau Mouvement Socialiste, le professeur (il a eu des réflexes très pédagogiques!) a bien voulu en présenter trois, à son avis, essentielles.

1- La première différence se situe avec le projet d'indépendance. Le PSQ, témoin de la conjoncture des années soixante, prônait la théorie des «Etats associés», théorie que René Lévesque reprendra habilement plus tard (souveraineté-association). Le Mouvement Socialiste est résolument

indépendantiste.

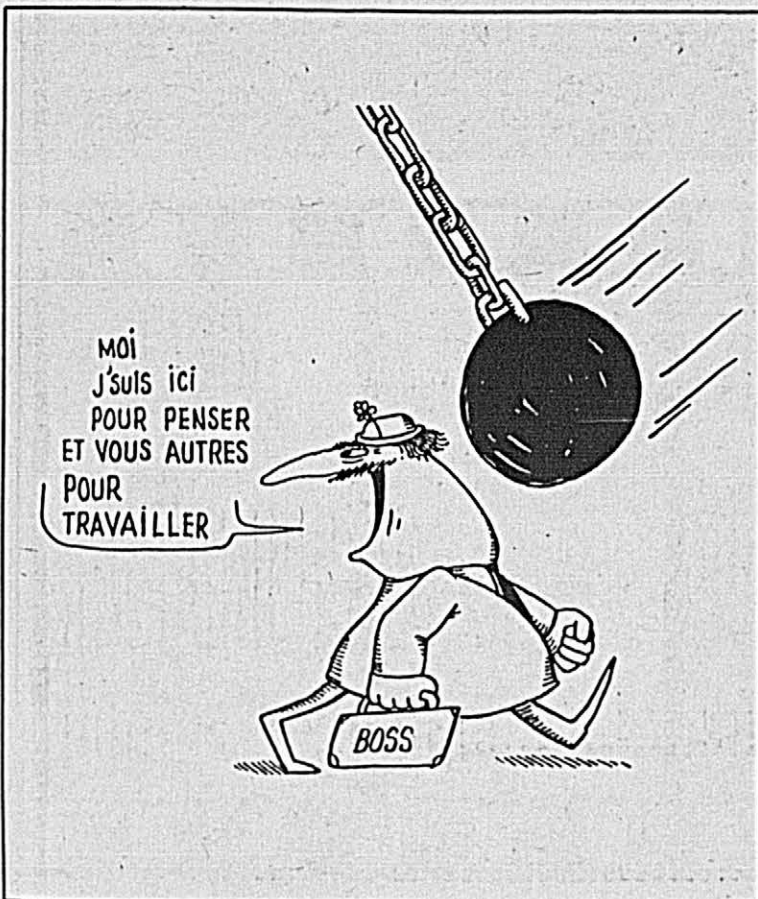
2- Le projet économique se veut aussi différent. Si le PSQ voulait des nationalisations massives (social-démocratie), le Mouvement s'oriente beaucoup plus vers la socialisation des moyens de production.

3- Le dernier clivage entre les deux groupes apparaît au niveau organisationnel. Le PSQ, fidèle aux traditions du travaillisme anglais (dépendance des syndicats

au Parti), avait à sa tête des dirigeants syndicaux. Le mouvement qu'anime M. Dofny mise sur un membership plus large. Un syndicat ne peut donc pas devenir membre.

Le professeur de sociologie ne tarit pas d'explications. En quittant notre entrevue, il me laisse sur une parole de Gide: «si on prend parti, le Parti nous prend». Il n'y tient pas vraiment...

Le samedi 21 novembre manifestation à Ottawa afin de protester contre les taux d'intérêts élevés et les coupures dans les budgets sociaux.
Rendez-vous au Carré St-Louis à 8:00h.





CITIES SPATIAL USE AND USABLE SPACE

A conference by Toni Sachs Pfeiffer, from Bonn, West Germany. Planner, filmmaker, consultant to the West German government.

Cities is a joint project of the Urban Animation Group of the Montreal YMCA in collaboration with the School of Urban Planning of McGill University.

Today, November 18th, 1981, 6 p.m.
The Noel Fieldhouse Auditorium
Leacock 132

